

Lettre politique à la société de Pola Roupa, Niko Maziotis et Kostas Gournas

29 avril 2010

Nous assumons la responsabilité politique de notre participation à *Lutte Révolutionnaire* (Epanastatikos Agonas). Nous déclarons que le compagnon Lambros Fountas, décédé à Dafni le 10 mars 2010 dans une fusillade avec les flics, participait lui aussi à *Lutte Révolutionnaire*. Le combat qu'il a livré était une partie de la mise en oeuvre du projet subversif décidé collectivement par *Lutte Révolutionnaire*. C'était un combat pour la révolution et la liberté.

Nous déclarons également que nous sommes très fiers de notre organisation, *Lutte Révolutionnaire*, fiers de notre histoire, de chaque moment de notre action politique. Nous sommes fiers de notre compagnon Fountas auquel nous rendons à jamais hommage.

Si les appareils répressifs croient qu'en nous emprisonnant, ils en auront fini avec nous politiquement, ils se trompent. La lutte, qui est pour nous une question d'honneur et de dignité, continuera, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des prisons.

Et si les deux terroristes Papandreou et Chrysochoidis se réjouissent avec suffisance de nos arrestations, s'ils croient qu'ainsi ils ont assuré la sécurité nécessaire à leur parti social-fasciste pour continuer librement à imposer ses projets criminels à la société, remuant la queue pour que leurs protecteurs américains les félicitent, s'ils espèrent avoir éliminé une menace sérieuse pour leur régime, nous leur assurons qu'ils ne se débarrasseront pas facilement de nous.

Tant que nous serons vivants, tant que nous vivrons et repirerons, nous ferons ce que nous pourrons pour dresser des obstacles à leurs projets antisociaux et criminels.

Et si nos persécuteurs et le pouvoir politique de ce pays pensent que l'ensemble de la société est de leur côté, s'ils croient que la majorité des gens nous voient comme une menace sociale, ils se trompent. La menace sociale, pour la majorité de la population, c'est le gouvernement qui fait passer, l'un après l'autre, des paquets de mesures antisociales sous la coupe des corbeaux du capital qui "graissent" les rouages étatiques de leurs liquidités. Le terrorisme, c'est la politique néolibérale imposée depuis des années par les partis au pouvoir, avec la complicité ou le soutien des petits partis. Le terrorisme, c'est l'application du programme de stabilité, qui a mené une grande partie de la population, engourdie par la peur, à subir une attaque sans précédent contre elle. Le terrorisme, c'est les saisies de maisons par les banques, c'est vivre dans une pollution mortifère. Le terrorisme, c'est vivre dans la peur quotidienne pour sa survie.

Pour la plus grande partie de la société, les terroristes et les criminels sont ceux qui gouvernent, les hommes politiques du régime, les riches et les castes privilégiées qui exploitent les travailleurs et prospèrent simplement en prenant part au pouvoir économique et politique. Les ennemis de la société sont ceux qui, l'ayant volée et s'étant enrichis durant des années sur son dos, en profitant d'un système barbare et parfaitement injuste, exigent maintenant de sa part des sacrifices toujours plus grands, demande à chacun de nous de donner tout son sang pour sauver le corps pourri de ce régime, au moment où il traversa la plus grande crise de son histoire.

Lorsque les sociaux-fascistes du parti au pouvoir arguent qu'ils ont le mandat populaire pour mettre en oeuvre ces politiques, ils provoquent encore plus l'indignation populaire. En outre, personne n'a oublié la grande fourberie de la campagne électorale lors de laquelle le PASOK a trompé de larges

couches de la société, s'emparant ensuite frauduleusement du pouvoir lors des dernières élections en mentant à propos de la soi-disant "politique de redistribution" censée profiter aux pauvres, en promettant des augmentations des salaires et des retraites, et une sortie de crise rapide, sans trop de complications.

Ils ont menti disant qu'ils ne connaissaient pas la situation réelle des dépenses publiques, ils ont menti à propos de l'état de l'économie et de son potentiel, ils ont menti en disant qu'ils prendraient aux privilégiés l'argent dont ils avaient besoin. Ils ont volé le pouvoir à l'aide du mensonge, de la tromperie et de la trahison. S'ils avaient révélé avant les élections ne serait-ce qu'une toute petite partie de leurs plans, non seulement ils ne seraient pas au gouvernement, mais pas même au parlement. Le consensus social qu'ils réclament est un mensonge monstrueux provoquant la rage sociale.

Juste après les élections, et avant même que le PASOK ne révèle ses véritables intentions, nous, en tant que *Lutte Révolutionnaire*, parlions déjà de la plans sauvage des attaques néolibérales lancée au nom d'un « *sauvetage face à la crise et aux problèmes des finances publiques* », et nous avions raison.

De plus, nous avions parlé de la faillite politique imminente du gouvernement Papandreu, que nous nous attendons à voir dans un avenir proche, car il s'agit en substance d'un gouvernement intermédiaire dont la date de péremption est proche.

Bien que leur visage criminel ait été découvert, les tenants du pouvoir politique continuent de duper et de se moquer, soutenant que que qu'ils font est « *pour le bien de toute la société* ». Papandreu et ses collaborateurs nous font rire quand ils font appel au patriotisme, quand en se référant aux mesures strictes qu'ils imposent, ils parlent de mesures « *dictées par l'intérêt national* », qu'il s'agit « *d'un sauvatage du pays* ». Et nous atteignons le point cumulant de cette vaste farce lorsqu'ils disent que leurs efforts pour éviter la faillite du pays sont dans l'intérêt des plus démunis.

C'est « *une question d'urgence nationale* », de jeter de larges parts de la société dans la misère et la pauvreté pour « *calmer les marchés* » (par " marchés " nous entendons les bêtes sauvages qui composent l'élite économique transnationale), d'arrêter la spéculation à propos de la dette grecque, et d'en finir avec les taux d'intérêt des emprunts grecs.

En fait, contrairement à ce que prétendent les dirigeants, ils n'ont aucun intérêt à protéger le pays et les couches populaires de la faillite. La plus grande part de la population est déjà usée par les politiques sauvages appliquées à son encontre, et la faillite de cette partie de la population est une condition préalable au maintien des couches sociales privilégiées. Les retraites et les salaires subissent des diminutions, voire disparaissent, des centaines de milliers de personnes sont licenciées ou le seront dans un avenir proche, les contrôles fiscaux s'intensifient, la sécurité sociale – après des années de politique de pillage et de dévaluation de la part de l'Etat – est abandonnée à son effondrement, les services de santé sont décimés tandis que les hôpitaux publics font faillite et son abandonné à leur décadence jusqu'à ce qu'ils finissent par fermer, livrant ainsi le coup de grâce à ce qui reste du système de santé publique.

Non seulement cette situation n'est pas quelque chose de temporaire qui se résoudra en deux ou trois ans, comme le proclame faussement les dirigeants pour rassurer la société, mais elle ira en s'aggravant compte tenu des efforts continues de l'élite politique pour « *sortir le pays de la crise* »,

c'est-à-dire sauver la classe dirigeante politique et économique.

Dans ce flot de mensonge monstrueux et systématiques du gouvernement, nous avons aussi entendu quelques déclarations sincères (par exemple celle du ministre de l'économie, Katsélis) à propos de « *cette grande opportunité qu'offre la crise en Grèce pour mettre en oeuvre les changements nécessaires à la restructuration économique globale* ». Ils entendent bien sûr par-là une occasion unique de faire passer les réformes néo-libérales que, toutes ces années, les précédents gouvernements ne songeaient même pas à proposer, effrayés par le coût politique des réponses sociales à ces dites réformes.

Ils parlent de l'opportunité unique qui leur est offerte de démanteler rapidement et définitivement tous les acquis et toutes les conquêtes sociales, de privatiser l'assurance maladie et le système de santé, de réduire considérablement le coût du travail, de transformer la Grèce en un paradis de l'exploitation pour le capital où l'on trouve une grande quantité de main d'œuvre bon marché dépourvue de tout droit. Ils parlent de leur chance unique de mettre en place la plus impitoyable redistribution des richesses, du bas vers le haut.

Sauver les plus démunis ne les intéresse donc pas, ces politiques les condamnent à une mort sociale et économique. Ils veulent sauver les capitalistes grecs, les banques, les grandes entreprises et les fabricants d'armes. Ils veulent protéger les investisseurs, toutes sortes de spéculateurs qui parient avidement sur la dette grecque, rentable jusqu'à ce jour. Ils veulent se protéger et protéger le reste de l'élite politique du pays d'une chute du régime qui signifierait le démantèlement de la machine d'état. Ils veulent se protéger et protéger les privilégiés dont ils jouissent en prenant part au régime.

Les couches sociales non privilégiées, qui sont du matériel jetable utilisé pour la survie des puissants, sont promises à l'effondrement économique et social le plus profond que le pays ait eu à vivre depuis l'occupation allemande. Le PASOK livre terres et mers au grand capital, vendant l'ensemble du pays pour sauver la peau des élites économiques et politiques locales.

Qu'ils arrêtent donc les mensonges. De qui se moquent-ils lorsqu'ils disent que la crise financière affectera principalement ceux qui sont défavorisés, ou quand ils essaient de nous convaincre qu'il est de notre intérêt de les aider à surmonter la crise? Quoi qu'il en soit, quand le pays sera "sauvé", nous serons tous déjà morts. Il n'y aura plus de travail, la pauvreté se sera propagée partout comme la peste, les gens tomberont malades et mourront sans pouvoir faire quoi que ce soit, et le niveau de vie ressemblera à celui d'un pays en guerre. Parce que nous sommes en guerre. Pas celle mentionnée par le menteur Papandréou. Le gouvernement n'a pas déclaré la guerre aux marchés et aux spéculateurs, contrairement à ce qu'il prétend. Ces déclarations spectaculaires ridicules, que nous avons entendues ces derniers temps, particulièrement dans la bouche de l'acteur sus-mentionné qui gère aujourd'hui la destruction du pays, ne servent qu'à tromper la société.

Nous faisons face à une guerre sociale et de classe d'un niveau d'intensité sans précédent. Les couches sociales privilégiées coordonnent et synchronisent leurs forces pour lancer la plus grande attaque de classe que le pays ait jamais vue. C'est une guerre que les capitalistes ont déclarée aux travailleurs, avec l'aide du gouvernement. C'est une guerre des puissants contre ceux qui luttent.

Nous sommes confrontés à une situation sociale unique, dans laquelle les liens économiques et sociaux entre privilégiés et défavorisés se rompent, l'un après l'autre. Une rupture sociale énorme se profile ainsi qu'une opposition politique sans précédent entre les élites et la base sociale, et cette

rupture a un potentiel explosif.

Dans ce contexte d'une attaque terroriste jamais vue jusqu'alors de la part de l'etat eu du captial, et alors que l'écrasante majorité de la société vit dans un régime de peur et d'insécurité encore inconcevable hier, il est vraiment ridicule d'entendre les autorités prétendre que nos arrestations aient quelque chose à voir avec le « *traitement d'une menace sociale* » et que *Lutte Révolutionnaire* avaut pour but « *d'effrayer sérieusement la population* » comme indiqué dans l'acte d'accusation.

Nous sommes certains que la plupart des gens ne perçoivent pas la longue et cohérente présence politique de *Lutte Révolutionnaire* comme une « *menace pour la société* » mais plutôt comme une présence politique toujours aux côtés des opprimés et contre l'élite politique et économique. Aux côtés de ceux qui vivent sous le joug du pouvoir et contre ceux qui l'exercent.

En dépit de la contre-attaque idéologique lancée à notre encontre par le gouvernement et les médias, la majorité de la population comprend que la guerre en cours contre nous est une guerre contre tous ceux qui veulent résister avec force, c'est une moyen d'intimidation et de terreur contre ceux qui pensent se dresser contre la politique criminelle du pouvoir.

Si quelqu'un a suivi de près la trajectoire de *Lutte Révolutionnaire*, il peut comprendre sans mal l'obsolescence des allégations du pouvoir politique et de ses acolytes dans les medias à propos de la menace que représenteraient nos actions « *pour l'ensemble de la société* ». Laquelle de nos actions aurait soi-disant terrorisé la société ou se serait retourné contre elle. Etait-ce celles contre le ministère de l'économie ou celui du travail qui sont haïs par la majorité de la population et où sont décidées les politiques les plus antisociales?

Peut- être nos attaques contre la police anti-émeute qui terrorise chaque jour dans la rue, battant les manifestants et dont la seule missionest la répression violente des luttes sociales? Ou alors celles contre des commissariats, ces abris pour tueurs entraînés du régime où chaque jour ceux qui tombent entre les mains des flics sont humiliés, battus et assassinés?

Est-ce que la société a été particulièrement terrorisée par l'attaque contre Voulgarakis qui a été personnellement impliqué dans deux gros scandales (d'écoutes téléphoniques et d'enlèvement de Pakistanais) et qui se sert de son siège inistériel pour augmenter sa fortune familiale en vendant des terrains publics (affaire Vatopedi)? La plupart es gens qui vivent dans ce pays aimeraient beaucoup le voir pendu place Syntagma, avec tous ceux qui sont mêlés à des affaires similaires de vol de richesses sociales...

L'attaque contre l'ambassade des Etats-Unis était-elle un acvte terroriste contre la société? Nos persécuteurs et leurs supérieurs politiques ne savent-il pas que cette attaque a été saluée par une grande part de la société grecque, laquelle ne nourrit pas de nobles sentiments envers l'Etat américain?

Est-ce qu'une attaque contre la multinationale Shell – qui pendant des décennies a pillé les ressources naturelles de nombreux pays, exploité des populations entières et cotribué à la destruction de la planète – est un acte qui terrorise la population?

Ou est-ce l'attaque contre la citibank, l'un des groupes de terrorisme financier international les plus importants, qui pendant des décennies a joué un rôle de premier plan dans le processus

d'accumulation de capitaux, volant les richesses de nombreux pays en spéculant sur leur dette nationale et les conduisant de manière souvent irréversible à une catastrophe économique et sociale? Attaque cette multinationale de criminels économiques chefs de file de ceux qui nous ont mené à cette grande crise que nous vivons aujourd'hui, était-ce un acte antisocial?

Ou peut-être encore s'agit-il d'un acte de terreur à l'encontre de la société que d'attaquer la bourse, ce temple de l'argent, et d'une des principales voies de pillage des richesses sociétales et de leur transfert de la base sociale à l'élite économique?

Les seuls qui ont été terrorisés par ces actions politiques sont ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique. Ce sont des criminels capitalistes qui s'inquiètent pour leurs « investissements » et qui craignent de ne pas pouvoir franchir sans effort les limites de leur propre dictature moderne. Si ces attaques sont considérées comme une menace par certains, c'est pas ceux qui tirent profit de la puissance économique et sociale basée sur l'existence d'un système d'esclavage social.

Par conséquent, non seulement nos incarcérations ne constituent pas une solution à un problème de sécurité publique, mais opèrent plutôt dans l'exact opposé de cette direction. Par ce biais il est tenté de répondre à une menace politique pour le régime, de sorte que l'état et le capital puissent exercer dans la plus grande sérénité possible leur terrorisme de masse à l'encontre de la majorité de la population. L'objectif de nos persécuteurs étant d'éliminer un facteur de prise de conscience politique dans la société, d'éliminer une menace révolutionnaire.

Pour de nombreux d'entre ceux de l'élite politique et économique internationale – les vautours du FMI y compris – la crise économique mondiale est déjà finie, la reprise économique, bien qu'hésitante, a commencé et les perspectives semblent bonnes tandis que la crise en Grèce ne serait due à rien d'autre qu'à une mauvaise gestion des précédents gouvernements. Les défenseurs et représentants du système politique et économique n'ont reconnu comme crise que celle qui a ébranlé le système financier international, et puisque celui-ci semble sauver grâce aux généreux prêts de liquidités de différents gouvernements, ils parlent de la fin des problèmes du système et d'un début d'un processus de reprise économique; pas dans l'immédiat et peut-être douloureux, tout cela à condition que les gouvernements appliquent les mesures d'austérité nécessaires.

Les spécialistes du régime analysent la crise de la dette grecque avec la même approche superficielle qu'ils ont pour la crise économique, c'est-à-dire en idolâtant différentes de ses dimensions que beaucoup même considèrent indépendantes les unes des autres. Pour ces analystes du régime, la crise économique ne serait que le résultat d'une mauvaise gestion du système qui, avec quelques ajustements spécifiques, reviendrait à son fonctionnement harmonieux précédent.

Pour ceux qui participent à la direction du système, la crise financière n'est pas un effet secondaire de la crise économique mondiale. Il s'agit d'un problème qui découle d'une mauvaise gestion des fonds publics de la part des précédents gouvernements. Nous ne questionnerons pas, bien sûr, le fait que tout ce temps, les tenants du pouvoir ont fait dans le pillage systématique et dans exceptions des biens et de l'argent public. Avec les richesses que l'état a tiré de la base sociale, tous les gangs de gouvernements confondus se sont enrichis, vivant et dilapidant les fonds publics, jetant quelques miettes à la majorité des électeurs pour gagner leur vote. Les voleurs des partis au pouvoir ont bâti d'énormes fortunes, fait construire des villas, acheté des yachts, se sont assurés une vie d'opulence alors que la majorité de la société vit dans un régime de terreur imposé par l'état et le capital. Mais

quand les vautours du F.M.I. et de l'Union Européenne accusent les gouvernements précédents d'avoir dilapidé l'argent public, ils ne font pas référence à tout ce que nous avons mentionné plus haut, ni même aux milliards d'euros que ces gouvernements ont donné aux capitalistes de chaque nationalité actifs dans le pays. Ils les accusent d'avoir gaspillé cet argent dans les salaires et les retraites, d'avoir dépensé trop pour la santé publique et l'éducation et d'avoir été trop souples pour l'imposition de la base sociale.

L'état grec se trouve depuis longtemps dans une situation de faillite financière, peu importe que les gouvernents le reconnaissent ou pas, tandis que le mécanisme de soutien du F.M.I., de l'Union Européenne et de la Banque Centrale Européenne ont déjà pris les rênes du pouvoir et ont pour mission d'approvisionner la Grèce en liquidité pour qu'elle puisse payer ceux qui avaient prêté au gouvernement grec en achetant des obligations financières. La contrepartie de ce «salut économique», c'est le plus cruel des pillages de la société pour le compte du capital transnational.

En ce qui concerne le problème financier de la Grèce, en dehors du pillage des fonds à des fins personnelles par les dirigeants, tout a commencé avec le modèle dominant de développement qui a été adopté ces dernières années ainsi qu'avec le rôle de la Grèce dans la chaîne internationale du processus de production. La place de la Grèce dans l'Europe a toujours été celle d'un marché pour les produits européens. Et alors que le très cher et peu compétitif euro n'a pas permis aux produits européens de concurrencer ceux fabriqués en dehors de l'Union Européenne, le petit marché grec a été contraint de consommer le plus possible de produits des pays de la zone euro.

L'affirmation d'après laquelle l'Europe offre une sécurité économique à la Grèce n'est rien d'autre qu'un monstrueux mensonge. Depuis le début, l'impératif de la stratégie économique de l'Europe pour la Grèce n'a été que le démantèlement du précédent modèle de production et l'encouragement de la consommation par l'état grec à l'aide d'emprunts. Les gouvernements grecs n'ont eu de cesse d'emprunter pour financer les investissements des multinationales de l'U.E. sur le territoire grec, renforçant dans le même temps les capitalistes grecs.

D'autre part, la société grecque est entrée dans un labyrinthe d'emprunts dans lequel elle se trouve aujourd'hui piégée, après une propagande incessante de la part des groupes bancaires pour élargir les possibilités de consommation du petit marché grec.

Même au milieu de la crise et tandis que la dette grecque, publique comme privée, avait déjà atteint le montant d'un milliard d'euro, le président de la Banque Centrale Européenne Jean-Claude Trichet, déclarait déjà que «les grecs avaient encore une marge pour des prêts supplémentaires» de sorte qu'ils continuent à consommer à crédit, soutenant ainsi la faible croissance européenne affaiblie par la crise, ainsi que la rentabilité continue des banques et des entreprises.

La prospérité illusoire ainsi que les taux élevés de croissance ne correspondent pas à la situation économique réelle du pays mais reflètent plutôt les énormes profits du capital. Nous l'avions de plus déjà pointé dès 2005 - époque à laquelle tout le monde parlait de la force de l'économie grecque. Dès lors, nous avions prédit de gros problèmes économiques et un risque réel de faillite auxquels la Grèce devrait faire face dans l'hypothèse où éclaterait une crise économique de dimension internationale.

Pour les spéculateurs et gestionnaires de toutes sortes ainsi que pour les tenants du grand capital, la crise ne laisse pas de grande marge de rentabilité dans les secteurs traditionnels de l'économie.

Même de nombreuses places boursières ne donnent pas satisfaction aux capitalistes avides de rendement et les marchés des matières premières et des denrées alimentaires (malgré le fait que les prix soient trop élevés compte tenu de la diminution globale de la demande) n'offrent pas, du moins pour l'instant, la possibilité d'un plus forte hausse des prix similaire à celle de 2008, ceci en dépit du fait que les investisseurs font tout leur possible pour élargir la bulle déjà existante dans ces mêmes places boursières.

D'autre part, la dette publique représente une des plus grandes opportunités pour le capital transnational de tirer un maximum de solides profits et ce malgré la crise. La bulle de la dette internationale dans les principaux pays capitalistes a déjà pris des dimensions importantes, cependant les spéculateurs de toutes sortes ne comptent pas s'arrêter, ils épuiseront chaque marge possible d'exploitation. Le déraillement de la dette publique dans les pays d'Europe centrale est dû aux énormes enveloppes d'aide financière débloquées par les gouvernements pour le sauvetage du système financier mondial. En bref, la crise financière a été surmontée, du moins pour l'instant, au détriment des populations des pays d'Europe centrale, dont les différents gouvernements commettent systématiquement le crime de couvrir avec les richesses publiques, les trous noirs des caisses de grands groupes financiers, lesquels sont les principaux responsables de la crise internationale.

Les dimensions gigantesques du secteur financier (en 2006 et avant la crise, le PIB mondial a atteint 47 billions, la valeur totale des actions dépassait les 50 billions. La valeur des obligations financières avoisinait les 70 billions et leurs dérivés dépassaient les 470 billions, c'est à dire dix fois le PIB mondial) sont vraiment disproportionnées par rapport au nombre de personnes qui y participent et aux dimensions des pays capitalistes les plus développés. Les efforts des gouvernements de porter sur leurs épaules les dettes de ces monstruosités bancaires d'investissements conduiront à la faillite de nombreuses économies, même celles qui jusqu'à présent se montraient robustes.

L'élite économique de la planète contribue à tout cela tout en continuant à jouer avec les dettes des états. Une grande partie des liquidités gelées en raison de la crise a été perçue comme un moyen rentable de sortie de la dette publique, nourrissant ainsi la bulle la plus destructrice pour les sociétés qui auront à en payer les frais.

Le jeu des grandes attaques spéculatives contre les dettes nationales a commencé avec la Grèce qui, en raison de ses mauvaises finances publiques et de sa dette énorme, semblait être «le client idéal» pour les marchés. Les taux d'intérêts élevés, qui d'après les investisseurs, reflètent une sécurité économique insuffisante et un risque accru de faillite, ont permis jusqu'ici, d'énormes profits à ceux qui avaient «parié» sur la dette grecque. Dans tous les cas, les risques élevés sur les marchés correspondent toujours à une rentabilité plus importante.

L'élite économique de la planète prend part dans son entiereté à la formation de cette grande bulle de la dette, convaincue encore une fois qu'elle pourra aussi longtemps qu'elle le souhaite, tirer grand profit des dettes publiques puisque, comme l'ont soutenu publiquement plusieurs de leurs représentants, les pays ne sont pas autorisé à faire faillite. Il s'agit du même concept qui s'était appliqué à la précédente crise de la dette des pays de la région dans les années 80. A cette époque, comme aujourd'hui, on entendait les tenants du grand capital dire que «les nations souveraines ne font pas faillite». C'est grâce à cet état d'esprit que la Grèce en est arrivée à s'endetter avec des taux d'intérêt dépassant les 9% et parfois même les 15% et son gouvernement de tomber dans les

bras du «comité de sauvetage» du F.M.I., de la Commission Européenne et de la Banque Centrale Européenne afin qu’ils sauvent l’état grec de la ruine économique.

La déclaration des capitalistes «les nations souveraines ne font pas faillite» exprime indirectement la pression que ces derniers exercent pour que leurs dispositifs internationaux de «sauvetage» puissent intervenir dans les pays en faillite. Ainsi, ils ne risquent pas les fonds qu’ils ont investi dans la dette et peuvent continuer à spéculer dessus sans peur. Cependant, très bientôt, la cupidité des tenants du capital transnational se montrera si grande que même les mécanismes de «sauvetage» comme le F.M.I. ne pourront pas y faire face.

En Grèce, beaucoup de discours insultants sont tenus à propos des «spéculateurs» sans qu’il ne soit jamais précisé qui ils sont. Assurément, il ne s’agit pas seulement de discours à propos de la jeunesse en col blanc des entreprises transnationales d’investissements qui «s’assoient devant leurs ordinateurs et jouent avec la dette des pays» comme l’a déclaré Papandreu récemment. Il s’agit de l’ensemble de l’élite économique. Une large part de la dette du pays est aux mains des banques grecques et à travers elles, toute la crème de la ploutocratie grecque, tous les hommes d’affaires «convenables» respectés par l’élite politique de ce pays.

Et n’oublions pas le processus scandaleux avec lequel les banques grecques soutirent de l’argent auprès de la Banque Centrale Européenne à des taux d’intérêt proches de 0%, offrant comme garantie des obligations financières du secteur public obtenues gratuitement via le programme d’aide de 28 milliards d’euros voté par le précédent gouvernement, puis prêtent de l’argent au gouvernement avec les taux d’intérêts élevés ayant cours sur le marché. Et tout cela alors qu’ils ont mis plusieurs milliards en liquidité dans leurs coffres, s’assurant ainsi une réserve suffisante de capitaux alors que le gouvernement (qui dans les circonstances actuelles vend le pays pour rembourser ses prêts) leur demande de faire usage de la dernière enveloppe d’aide qui est restée inutilisée.

Le fameux fusil auquel Papandreu se réfère habituellement de manière si ridicule lorsqu’il reçoit le soutien verbal d’un de ses «supérieurs» en Europe, n’est braqué sur aucun spéulateur. Cette arme existe, et vise la majorité de la population de ce pays afin qu’elle se plie aux menaces du gouvernement et des sauveurs du système politique grec. Papandreu tel un Tsolakoglou* moderne a fait entrer le pays dans une nouvelle ère d’occupation et cette fois, c’est le capital transnational l’occupant. Et le F.M.I. la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne - toujours au nom du sauvetage de la patrie - supervisent le programme d’austérité et de réformes afin de financer le paiement régulier des créanciers de l’état grec.

Toutes les belles paroles sur le beau rôle du F.M.I. et la tentative du gouvernement et de ses acolytes de le dé-diaboliser ne fonctionneront pas longtemps. C’est un fait bien connu que dans chaque pays où il a été impliqué, les conséquences ont été catastrophiques. En Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, le F.M.I. est responsable de la destruction des économies, des structures et des modèles de production qui ne correspondaient pas aux modèles de production rentable des vautours du capital transnational au service desquels travaillent cet organisme. Dans de nombreux cas, les résultats des interventions «bénéfiques» du F.M.I. ont été les famines, les maladies, les guerres civiles, des dommages sociaux et environnementaux irréversibles.

De plus, on croirait entendre une mauvaise farce lorsqu’après des décennies d’action du F.M.I. donnant toujours les mêmes résultats désastreux, de nombreuses personnes - essentiellement des

gauchistes et des socio-démocrates - continuent de caractériser les formules néolibérales brutales qu'il impose «comme de simples erreurs stratégiques». Ils ne peuvent pas croire qu'ils sont simplement stupides. Ils savent très bien ce qu'ils font et dans quelle direction particulière ils se dirigent.

La dette qu'un pays ne peut pas rembourser est une opportunité pour l'élite économique, par le biais du F.M.I., de mettre ce pays à genoux, de l'anéantir, de le conquérir. Après l'avoir saigné, tirant leurs profits et plus encore, ils l'on conduit à la faillite et maintenant, les corbeaux du capital lui tombent dessus et achètent pour une bouchée de pain tout ce qui a de la valeur pour en tirer bénéfice tandis qu'ils auront transformé ce pays en un paradis pour l'exploitation des travailleurs par les capitalistes ou lui auront imposé les conditions de travail les plus inhumaines. C'est le plan du F.M.I. en ce qui concerne la Grèce. Un plan qui conduit très rapidement à la sur-concentration du pouvoir économique et social dans des mains encore moins nombreuses et le peuple dans la misère la plus totale.

Si nous laissons les criminels du régime politique de ce pays poursuivre avec ces politiques, nous nous serons rendus face à la forme la plus honteuse d'esclavage qui n'ait jamais existé, nous aurons livré le pays et le futur de nos enfants aux mâchoires des requins du grand capital, nous aurons accepté de vivre le terrorisme permanent de l'oligarchie économique et politique internationale.

Aucun homme libre ne peut accepter un tel traitement, aucun homme digne ne peut se rendre sans résistance. Alors que ce système détruit lui-même les ponts de liaison et de communication qui le relient à la majorité sociale et prends ouvertement une position hostile face à elle, ce serait une grave erreur de chercher à reconstruire ces connexions par les as. Les partis de gauche impliqués dans ce système politique vont tenter d'une manière ou d'une autre d'affaiblir les conflits sociaux et feront tout leur possible pour empêcher les explosions sociales imminentes. Et ils peuvent bien grincer des dents face aux projets gouvernementaux, en aucun cas, ils n'en viendront à rompre avec le système.

De l'autre côté, les défavorisés attendent une nouvelle force politique, indépendante de tout intérêt politique personnel, de toute volonté de manipulation, une force capable de créer cet espace politique dans lequel ils pourront évoluer et lutter contre les conditions brutales qui leurs sont imposées par la vie moderne. Cette nouvelle force politique ne peut pas être autre chose qu'un large mouvement radical qui, sans inhibitions ni hésitations, sans complexe de culpabilité ni illusions quant à la nécessité d'une confrontation totale avec le régime, pourrait tracer un chemin de destruction du système et inspirer le plus grand nombre possible d'opprimés dans une direction libératrice.

Celui qui, à notre époque, alors que nous vivons sous la dictature brutale des marchés, continue à parler de «conditions objectives encore immatures» n'a donc aucune intention d'abri subversivement.

Les conditions objectives sont plus qu'idéales.

Construisons les conditions subjectives nécessaires pour tenter la révolution. C'est notre chance.

VIVE LUTTE REVOLUTIONNAIRE

HONNEUR POUR TOUJOURS AU COMPAGNON LAMBROS

VIVE LA REVOLUTION

POLA ROUPA - NIKOS MAZIOTIS - KOSTAS GOURNAS

* Tsolakoglou fut le premier premier ministre du gouvernement collaborationniste grec lors de l'occupation allemande en 1941-1942.